

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1091

30 avril 2014

SOMMAIRE

ADCB Sicav	52340	Generali Luxembourg	52368
Aduno Fund	52368	Groupe Adeo & Cie Valadeo	52322
Akido Properties S.A.	52331	KR Fonds	52356
Almafin S.A.	52324	Kymar S.A.	52331
AV-Invest S.A.	52322	Ladybug Foundation	52324
Axsol Group S.A.	52329	Larix S.A.	52326
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	52331	Lizo S.A.	52322
BPER International Sicav	52328	Multiadvisor Sicav	52336
Catus	52327	Multi Structure Fund	52327
DB Platinum	52333	Nachhaltig OP	52333
DB Platinum II	52336	Northland Resources S.A.	52337
DB Platinum III	52335	Odyssee Investments Holding S.A.	52328
DB Platinum IV	52334	Ossiam Lux	52327
Deka-DeutschlandGarant 4	52324	Randeor Holding S.A.	52325
Deka-DeutschlandGarant Strategie 1	52329	SAMGD	52326
Deka-EuroGarant 1	52332	Selmira S.A.	52332
Deka-EuroGarant 10	52367	Simsa S.A.	52325
Deka-EuroGarant 2	52332	Sorephar S.A., SPF	52323
Deka-EuroGarant 4	52367	Sword Group SE	52339
Deka-EuropaGarant 1	52330	Taino S.A.	52330
Deka-EuropaGarant 80	52329	T. Rowe Price Funds Sicav	52338
Deka-Flex:	52325	VCM Golding Investments II S.A.	52368
Deka-OptiRent 1+y	52324	VCM Golding Mezzanine SICAV	52368
Deka-OptiRent 2y	52325	VCM Golding Mezzanine SICAV	52330
Dexamenos Développement S.A.- SPF ...	52323	Venusia Real Estate Investment S.A.	52323
Emilou S.A.	52330	Vitreo	52367
EV-Invest S.A.	52332	Vizalmopco Immo S.A.	52329
		WestGlobal	52367

Groupe Adeo & Cie Valadeo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 64.283.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 mai 2014 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport de gestion du gérant.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge au gérant quant à l'exercice sous revue.
5. Nomination des membres du conseil de surveillance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.
6. Nomination du réviseur externe jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.
7. Divers.

Le gérant.

Référence de publication: 2014058152/19.

AV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 87.796.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le mardi 27 mai 2014 à 14 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
2. acceptation de la proposition d'affectation du résultat;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. rémunération de l'administrateur-délégué;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058896/17.

Lizo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.643.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 10 avril 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2014 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059669/795/18.

Dexamenos Développement S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 51.914.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 21 mai 2014 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014059673/833/18.

Venusia Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.585.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, en date du 19 mai 2014 à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2013.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014059688/1004/18.

Sorephar S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 44.399.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 16 mai 2014 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059695/788/18.

Almafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 43.749.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 mai 2014* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059671/795/16.

Ladybug Foundation, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 171.457.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *20 mai 2014* à 16.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059697/788/16.

Deka-DeutschlandGarant 4, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-DeutschlandGarant 4 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051136/11.

(140058583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Deka-OptiRent 1+y, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 1+y modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051137/11.

(140058585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Randeor Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 29.684.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *19 mai 2014* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014059694/1023/16.

Simsa S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 65.521.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21.05.2014* à 15H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2013
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059693/560/16.

Deka-OptiRent 2y, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-OptiRent 2y modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051138/11.

(140058586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Deka-Flex:, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-Flex modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051139/11.

(140058587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Larix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 23.556.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *20 mai 2014* à 15.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059696/788/18.

SAMGD, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.350.

Attendu que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de SAMGD (la «Société») convoquée pour le 23 avril 2014 à 10h30 au siège social de la Société n'a pas pu délibérer valablement faute de quorum, les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *4 juin 2014* à 14h00 au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la Société afin que cette dernière réponde à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et non plus à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle que modifiée. Ce point entraîne une modification des articles 1, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 21, 24, 26, 27 et 32 des statuts de la Société.
2. Ouverture de la Société aux souscriptions d'autres investisseurs que ceux qualifiés d'éligible au sens de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle que modifiée. Ce point entraîne une modification des articles 4 et 10 des statuts de la Société.
3. Ajout de la possibilité pour la Société d'émettre des actions sous forme dématérialisée ou au porteur. Ce point entraîne une modification de l'article 6 des statuts de la Société.
4. Ajout de la possibilité pour le conseil d'administration de la Société de:
 - a. ne plus émettre d'actions au titre d'un Compartiment et/ou classe/catégorie d'actions au-delà d'un certain seuil fixé à son entière discrétion.
 - b. procéder à des divisions ou des consolidations d'actions.
 - c. permettre à un compartiment de la Société, aux conditions prévues par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, les règlements Luxembourgeois applicables ainsi que par le prospectus, de souscrire, acquérir et/ou détenir des actions à émettre ou émises par un ou plusieurs autres compartiments de la Société.Ce point entraîne une modification des articles 7 et 18 des statuts de la Société.
5. Divers.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sans condition de quorum. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Tout actionnaire a la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059676/755/36.

Ossiam Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.071.

The shareholders of Ossiam Lux, (hereinafter the "Company") are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Annual General Meeting") which will take place at the office of State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49 avenue J.F. Kennedy, L-1855 on *MAY 16, 2014 AT 2.00 P.M.(LUXEMBOURG TIME)* for the purpose of considering and voting upon the following agenda (the "Agenda"):

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor for the year ended December 31, 2013.
2. Allocation of the results for the fiscal year ended December 31, 2013.
3. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors (the "Directors") and the Company's auditor for the fiscal year ended December 31, 2013.
4. Statutory elections:
 - a. Re-election of Mr. Bruno Poulin, Mr. Fabrice Chemouny, Mr. Antoine Moreau, Mr. Jason Trepanier, as Directors until the next Annual General Meeting to be held in 2015.
 - b. Re-election of PriceWaterhouseCoopers Société Coopérative as independent auditors of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2015.
5. Any other business which may be properly brought before the meeting.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Annual General Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes validly cast of the shareholders present or represented at the Annual General Meeting.

If you are holding shares in the Company through a financial intermediary or clearing agent, it should be noted that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for onward transmission to the Company by May 12, 2014;
- if the financial intermediary or clearing agent holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company.

If you cannot be personally present at the meeting, you may vote by completing and sending by post either the enclosed postal voting form or the enclosed proxy at the following address: State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to the attention of Mr. Silvano DEL ROSSO or send it by fax to (+352) 46.40.10-413 no later than two (2) business days before the meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2014059677/755/36.

Multi Structure Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014041911/9.

(140048490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2014.

Catus, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014041912/9.

(140048491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2014.

Odyssee Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 51.523.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 20, 2014* at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059668/795/15.

BPER International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 61.517.

The shareholders of BPER INTERNATIONAL SICAV are invited to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the company that will take place at its registered office on *21 May 2014* at 11:00 a.m. (Luxembourg time) with the following

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the independent auditor
2. Approval of the annual accounts as of 31 December 2013
3. Decision on the allocation of the results
4. Discharge to be given to the members of the Board of Directors
5. Statutory elections
6. Independent auditor's mandate
7. Miscellaneous

The latest version of the Annual Report is available free of charge during normal office hours at the registered office of the Company in Luxembourg.

In order to participate in the Annual General Meeting, the shareholders need to deposit their shares at the latest at 16:00 (Luxembourg time) five days prior to the Annual General Meeting with the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg or at any other appointed paying agent. The majority at the annual general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) five days prior to the Annual General Meeting (referred to as "record date"). There will be no requirement as to the quorum in order for the Annual General Meeting to validly deliberate and decide on the matters listed in the agenda; resolutions will be passed by the simple majority of the shares present or represented at the meeting. At the Annual General Meeting, each share entitles to one vote. The rights of the shareholders to attend the Annual General Meeting and to exercise the voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held at the record date.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented by the chairman of the Annual General Meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail at the latest five days prior to the Annual General Meeting (the "record date") to the attention of the Company Secretary at UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fax number +352 441010 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

The proxy form will only be valid if it includes the shareholder's and his/her/its legal representative's first name, surname and number of shares held at the record date and official address and signature as well as voting instructions. Incomplete or erroneous proxy forms or proxy forms, which do not comply with the formalities described therein, will not be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059685/755/39.

Axsol Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 144.969.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 20 mai 2014 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059690/506/16.

Vizalmopco Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 32.127.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19.05.2014 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2013
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059691/560/16.

Deka-EuropaGarant 80, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuropaGarant 80 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051141/11.

(140058593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Deka-DeutschlandGarant Strategie 1, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-DeutschlandGarant Strategie 1 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051140/11.

(140058589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Emilou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 148.691.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *20 mai 2014* à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059689/506/16.

Taino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 60.255.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21.05.2014* à 11H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2013
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10.8.1915
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059692/560/17.

Deka-EuropaGarant 1, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuropaGarant 1 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051142/11.

(140058594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

VCM Golding Mezzanine SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 102.202.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 25. April 2014.

Référence de publication: 2014058871/10.

(140068003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

Kymar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.425.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 20, 2014* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at November 30, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059670/795/15.

Akido Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.424.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 20, 2014* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at November 30, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059672/795/15.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.403.

The board of directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A., SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on *20 May 2014* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2013
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Remuneration of the directors
8. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2014059686/755/24.

EV-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 84.058.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le mardi 27 mai 2014 à 14.30 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013;
2. acceptation de la proposition d'affectation du résultat;
3. décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. rémunération de l'administrateur-délégué;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058897/17.

Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 16 mai 2014 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014059674/750/15.

Deka-EuroGarant 1, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuroGarant 1 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051143/11.

(140058595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Deka-EuroGarant 2, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuroGarant 2 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051144/11.

(140058597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Nachhaltig OP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 165.031.

The board of directors herewith re-invites the shareholders, in accordance with article 24 of the Company's articles of association, to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *06 June 2014* at 10.30 a.m. at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Decision to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation
2. Approval of the decision to suspend the issue and redemption of shares from 8 January 2014 onwards until the end of the liquidation of the Company
3. Appointment of Mr. Sascha Steinhardt, business address: Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, as liquidator
4. Decision to charge the liquidation costs to the Company
5. Miscellaneous

The extraordinary general meeting of shareholders on 17 April 2014 with the same agenda was not regularly constituted and could not deliberate on the agenda. This re-convened extraordinary general meeting shall therefore validly deliberate, whatever portion of the capital may be represented, with a majority of two thirds of the votes cast.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please fill in and return a proxy form duly dated and signed to the Company to the attention of Dr. Sabine Ebert, Regulatory Set-Up department, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by post. Please email this proxy in advance to sabine.ebert@oppenheim.lu; d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu or fax this proxy in advance to 00352.22.15.22-500, prior to 06 June 2014 at 09:00 a.m. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, April 2014.

By order of the board of directors .

Référence de publication: 2014059678/755/30.

DB Platinum, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 104.413.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on *3 June 2014* at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes to the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059680/755/44.

DB Platinum IV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 85.828.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum IV (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to the approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes in the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and

- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059681/755/44.

DB Platinum III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 107.709.

—
Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum III (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on 3 June 2014 at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to the approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes in the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and

- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059682/755/44.

Multiadvisor Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 58.249.

Die Aktionäre der Multiadvisor Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *20. Mai 2014* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Multiadvisor Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014059679/755/30.

DB Platinum II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 99.199.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting held on 16 April 2014 was not able to validly decide on its agenda. Consequently, as shareholder of DB Platinum II (the "Company"), you are hereby invited to attend a

RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Reconvened Meeting"), which will be held on *3 June 2014* at 11:30 a.m. (Luxembourg time) at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following agenda:

Agenda:

1. Restatement of the Company's Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

The proposed changes to the Company's Articles of Incorporation mainly relate to (i) the incorporation of the UCITS IV flexibilities (e.g., cross-border mergers and master-feeder structures), (ii) the so-called "efficiency package" under the Law (e.g., formalities for shareholders' meetings) and (iii) streamlining of liquidation and merger procedures.

The amended and restated Articles of Incorporation of the Company which are to be voted upon can be obtained, free of charge, at the registered office of the Company and downloaded from the website www.dbxfunds.com.

Subject to approval of the shareholders at the Reconvened Meeting, the changes to the Articles of Incorporation will be effective with immediate effect from the day of the Reconvened Meeting.

Voting Arrangements for the Reconvened Meeting

Forms of proxy already received for the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 16 April 2014 remain valid and will be used to vote at the Reconvened Meeting, having the same agenda, unless expressly revoked.

A shareholder may act at the Reconvened Meeting by person or by proxy.

If you wish to participate in person at the Reconvened Meeting, we kindly ask you to inform RBC Investor Services Bank S.A., no later than 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time).

In case you are not able to participate personally in the Reconvened Meeting, you are permitted to have yourself represented. For this purpose, a proxy form for the Reconvened Meeting may be obtained at the registered office of the Company or from the Company's website www.dbxfunds.com and has to be returned, completed and duly signed, to RBC Investor Services Bank S.A., to the attention of Fund Corporate Services (Fax No. +352 2460 3331), by 29 May 2014, 5:00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

If you are holding shares of the Company through a financial intermediary or clearing agent, you should note that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for its onward transmission to the Company by 29 May 2014; and
- if the financial intermediary holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company (as further explained in the prospectus of the Company).

Specific Rules of Voting at the Reconvened Meeting

Shareholders are advised that no quorum will be required at the Reconvened Meeting and resolutions on the agenda will be taken at a majority of 2/3 of the votes cast.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014059683/755/44.

Northland Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 151.150.

Luxembourg, April 17, 2013 - Northland Resources S.A. (OSE: NAUR, Frankfurt: NPK, First North/Nasdaq: NAURo - together with its subsidiaries, "Northland" or "the Company") will hold its

ANNUAL GENERAL MEETING

("AGM") on May 21, 2014 at 10 a.m. CET in Luxembourg.

Notice is hereby given that the AGM of Northland Resources S.A. will be held at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on May 21, 2014 at 10 a.m. (CET), for the following purposes:

Agenda:

1. Approval of the reports of (i) the board of directors of the Company and (ii) the independent auditor of the Company on the consolidated annual accounts of the Company (the "Consolidated Annual Accounts") for the financial year ended as of December 31, 2013 (the "Financial Year") and on the annual accounts of the Company for the Financial Year (the "Annual Accounts");
2. Approval of the Annual Accounts and allocation of the result for the Financial Year;
3. Approval of the Consolidated Annual Accounts;
4. Discharge (quitus) to the members of the board of directors and the independent auditor of the Company for the exercise of their mandate during the Financial Year;
5. Renewal of the mandate of the members of the board of directors until the next annual general meeting;
6. Renewal of the mandate of Ernst & Young S.A. as independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the next annual general meeting;
7. Approval of fees to members of the board of directors of the Company, serving as directors of the Company and members of the Company's Committees, and serving as the Chair of the Company's Committees (as the case may be) of an aggregate amount of CAD 535,000 for the Financial Year and CAD 551,000 for the next financial year to end on 31 December 2014 as proposed by the Nomination Committee and related power granted to the board of directors of the Company to allocate such amounts between the directors of the Company.
8. Authorization and empowerment of any director of the Company, or the Chief Executive Officer, acting on behalf of the board of directors, to do all other acts and things as they shall at their discretion deem necessary or desirable for the purpose of giving effect to any of the above items of the agenda and to see to and to accomplish any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in relation to the items of this agenda, including, but not limited, to the filing of documents with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and the publication of excerpts in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and generally to perform any other action that may be necessary or useful in relation thereto; and
9. To transact such further or other business as may properly come before the meeting or any adjournment or adjournments thereof.

Shareholders are hereby informed that the resolutions shall be passed by a majority of the votes cast irrespective of the number of shares present or represented.

Shareholders who are unable to attend the meeting are requested to complete, date, sign and return the form of proxy, available on www.sedar.com, in accordance with the instructions set out in the proxy and in the Management Information Circular. A Shareholder who wishes to attend the meeting may register at ir@northland.eu.

More details will be available on the Company's web site.

By: Stefan Månsson

Title: *director*

Référence de publication: 2014059684/250/46.

T. Rowe Price Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 82.218.

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting convened on 25 April 2014, was not able to validly decide on its agenda. Thus, the shareholders are convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of T. ROWE PRICE FUNDS SICAV (the "Company") to be held on 2 June 2014, at 14:30 pm, at 6C, route de Trèves, L-2633 Sennigerberg, Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of considering and voting upon the agenda below. The changes are mainly prompted by the introduction of the European Union Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities IV (UCITS IV) Directive and the subsequent changes in reference to the Luxembourg Law of 20 December 2002.

Agenda:

1. To amend article 3 to replace the references to "the law of 20 December 2002" and to "the 2002 Law" by references to "the law of 17 December 2010" and "the 2010 Law" respectively.
2. To amend article 8 in order to delete the definition of "U.S. Person" and to replace it by a cross-reference to the Company's current prospectus.
3. To amend article 14 to clarify in the second paragraph that shareholder meetings may be presided by any person.
4. To amend article 16 (i) to replace the references to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", to replace the references to "Directive 85/611/EEC" by a reference to "Directive 2009/65/EC", to replace the references to "first and second indents" by a reference to "(a) and (b)", (ii) to provide that any Fund of the Company can, under the conditions of the law of 17 December 2010, invest into one or several other Funds of the Company and (iii) to allow for the possibility of creating feeder Funds.
5. To amend article 20 to replace the reference to "Article 113 of the 2002 Law" by a reference to "Article 154 of the 2010 Law".
6. To amend article 21 (i) to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law", (ii), in the fifth last paragraph, to delete the references to mergers and to compulsory redemption of the Company as a whole as well as to replace the requirement for a thirty days' prior notice in case of compulsory redemption of a Fund by a notice period to be determined by the board of directors and to indicate that the last redemption net asset value be determined by the board in its notice, (iii) to delete the words "or its merger with another Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS, in each case" as well as the words "or merged" in the fourth last paragraph, (iv) to delete the third and second last paragraphs and (v) to add, at the end of the article two paragraphs relating to the merger provisions applicable under the 2010 Law.
7. To amend article 22 to add a paragraph i) providing that the subscriptions and/or redemptions of Shares may be suspended in case of a merger of a Fund or of the Company and to add a paragraph h) providing that that the subscriptions and/or redemptions of Shares of a Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the subscriptions and/or redemptions of shares of the master fund.
8. To amend article 25 by deleting the words "sent to registered Shareholders and/or published and" in the last paragraph.
9. To amend article 27 by updating the name of T. Rowe Price Global Investment Services Limited" to "T. Rowe Price International Ltd".
10. To amend article 28 by replacing "Article 107 of the 2002 Law" by "Article 146 of the 2010 Law" in the last paragraph.
11. To amend article 30 to replace the reference to "the 2002 Law" by a reference to "the 2010 Law".
12. To decide that the restated Articles be solely drafted in English and not be followed by a French translation.

The resolutions at the extraordinary meeting shall be passed by a majority of two-thirds of the Shares represented and voting.

Voting Arrangements

In order to vote at the meetings: The holders of registered Shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy. Shareholders who cannot attend the Extraordinary Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand

Duchy of Luxembourg to arrive no later than 30 May 2014 by 5:00 pm CET. Proxy forms can also be obtained from the registered office of the Company.

The Directors of the Company accept responsibility for the accuracy of the contents of this notice.

Luxembourg, 30 April, 2014.

Référence de publication: 2014059675/755/56.

Sword Group SE, Société Européenne.

Capital social: EUR 9.289.965,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 105, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.244.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont informés qu'en raison de l'absence de quorum (50% des actions), l'Assemblée Générale de la Société réunie à L-8399 Windhof, 2-4, rue d'Arlon, au Grand-Duché du Luxembourg le 28 avril 2014 à 11 heures, n'a pas pu délibérer sur l'ordre du jour suivant:

De la compétence de l'Assemblée Générale statuant en Assemblée Générale Extraordinaire

- Transfert du siège statutaire et de l'administration centrale; modification corrélative de l'article 4 des statuts;
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions;
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration de réduire le capital par voie d'annulation d'actions acquises dans le cadre de l'achat de ses propres actions par la Société;
- Pouvoirs pour formalités.

Par conséquent, Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont informés qu'ils sont à nouveau convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

le *19 mai 2014*, à 11 heures, à L-8399 Windhof, 2-4, rue d'Arlon, au Grand-Duché du Luxembourg, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer aux Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, de s'y faire représenter par procuration ou d'y voter par correspondance.

Pour s'informer:

Les documents et informations qui doivent être communiqués à l'Assemblée Générale, ainsi que le formulaire unique de participation, de vote par correspondance et de procuration (le «Formulaire Unique»), sont disponibles sur le site internet de la Société (<http://www.sword-group.com/French/Investisseurs/informations-reglementees/Pages/Informations-Reglementees-Par-Categorie.aspx>) et à L-8399 Windhof, 2-4 rue d'Arlon pendant une période ininterrompue commençant le jour de la publication de la présente convocation et s'achevant le lendemain du jour de l'Assemblée Générale. Chaque actionnaire, sur production de son titre, peut obtenir gratuitement copie des documents dans les conditions légales applicables.

Droit de poser des questions écrites:

Les actionnaires ont le droit de poser des questions concernant les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. La Société s'engage à répondre à ces questions durant la séance de Questions-et-Réponses de l'Assemblée Générale dans la limite des mesures qu'elle peut prendre afin de s'assurer de l'identification des actionnaires, du bon déroulement de l'Assemblée Générale et de sa préparation, ainsi que de la protection de la confidentialité et de ses intérêts commerciaux.

Assemblée Générale - Participer en personne ou voter par procuration:

Seuls les actionnaires dont la qualité d'actionnaire apparaît directement ou indirectement dans le registre des actionnaires de la Société à la «Date d'Enregistrement» disposeront du droit de participer et de voter à l'Assemblée Générale. La «Date d'Enregistrement» est fixée au 5 mai 2014.

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibérera valablement sur le point à l'ordre quelque soit la portion due capital social présente ou représentée. La résolution relative au point inscrit à l'ordre du jour sera valablement adoptée que si elle est approuvée par au moins deux tiers des votes émis.

Conditions pour assister en personne:

1. Les actionnaires détenant des actions dont la propriété est enregistrée directement, en leur nom, dans le registre des actionnaires de la Société, sont invités à annoncer leur intention d'assister à l'Assemblée Générale en complétant, signant et datant le Formulaire Unique, puis en le renvoyant à la Société, à l'adresse postale L-8399 Windhof, 2-4 rue d'Arlon (à l'attention de Stéphanie Desmaris) par courrier postal ou électronique. Le formulaire de participation doit être reçu par la Société au plus tard le 15 mai 2014.

2. Les actionnaires dont les actions sont détenues en système de compensation (clearing) ou par le biais d'un intermédiaire financier et qui choisissent d'assister et de voter en personne à l'Assemblée Générale doivent obtenir de leur

intermédiaire financier auprès duquel leurs actions sont en dépôt, un certificat d'enregistrement qu'ils envoient à la Société, à l'adresse postale L-8399 Windhof, 2-4 rue d'Arlon, accompagné du Formulaire Unique, par courrier postal (à l'attention de Stéphanie Desmaris) ou électronique, qui doit les recevoir au plus tard le 15 mai 2014.

Le certificat d'enregistrement devra mentionner l'identité du propriétaire des actions, le nombre d'actions enregistrées, et une confirmation que les actions détenues étaient inscrites en compte auprès de l'intermédiaire en question à la «Date d'Enregistrement».

3. Les actionnaires qui souhaitent participer à l'Assemblée Générale en personne doivent se munir d'une preuve de leur identité (carte d'identité ou passeport en cours de validité).

Conditions pour voter par procuration ou par mandataire:

Les actionnaires à la «Date d'Enregistrement» qui ne peuvent assister en personne à l'Assemblée Générale peuvent donner des instructions de vote au Président Directeur Général, ou à une tierce personne désignée par leur choix. Afin de donner des instructions de vote au Président Directeur Général, les actionnaires doivent envoyer à la Société, à l'adresse postale L-8399 Windhof, 2-4 rue d'Arlon, (à l'attention de Stéphanie Desmaris) le Formulaire Unique dûment complété, daté et signé, avec le cas échéant, le certificat d'enregistrement, qui doit les recevoir au plus tard le 15 mai 2014.

Le Président Directeur Général votera en suivant les instructions données par l'actionnaire dans le formulaire unique précité. Si aucune instruction de vote n'est donnée dans le formulaire unique précité, le Président Directeur Général votera en faveur des résolutions figurant à l'ordre du jour proposées par le Conseil d'Administration.

Les actionnaires qui souhaitent être représentés par un mandataire autre que le Président Directeur Général doivent également envoyer à la Société, à l'adresse postale L-8399 Windhof, 2-4 rue d'Arlon, le formulaire unique complété, daté et signé au plus tard pour le 15 mai 2014.

Les actionnaires qui souhaitent révoquer un formulaire unique déjà envoyé à la Société peuvent le faire à tout moment, en délivrant un autre formulaire complété, daté et signé et portant une date ultérieure, au plus tard le 15 mai 2014 ou en assistant et en votant en personne à l'Assemblée Générale.

Afin de procéder à la tenue de l'Assemblée Générale en temps utile et de manière ordonnée, les actionnaires sont priés d'arriver à l'heure.

Luxembourg, le 28 avril 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Le Président

Référence de publication: 2014058898/80.

ADCB Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 186.336.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Abu Dhabi Commercial Bank, a company duly incorporated under the laws of the United Arab Emirates, with registered office at Sheikh Rashid Bin Saeed Al Maktoum Street, Abu Dhabi, UAE,

here represented by Mrs Géraldine Léonard, Lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Abu Dhabi, on 3rd March 2014.

The proxy given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which she acts has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which he declares to constitute as sole shareholder.

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established by the sole subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued (the "Shares"), a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "ADCB SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a resolution of the Board of Directors of

the Company (the “Board of Directors”). The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of holders of Shares (“Shareholder(s)”), adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation (the “Articles”) or by a resolution of the sole Shareholder.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in (i) shares of companies and other securities equivalent to shares of companies, (ii) bonds and other forms of securitised debt, and/or (iii) any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange (“Transferable Securities”) and (iv) other assets permitted by applicable law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets. The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the “Law of 2010”).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof (the “Net Asset Value”). The minimum capital as provided by the Law of 2010 shall be the equivalent of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is the equivalent in USD of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into thirty one (31) Shares of no par value.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in Euro, be PA converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

The Company may have one or several Shareholders.

The Board of Directors may establish several portfolios of assets, each constituting a sub-fund of the Company within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 (each a “Sub-Fund” or “Sub-Funds”).

Within each Sub-Fund, the Shares to be issued pursuant to Articles 6 and 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes (each a “Class” or “Class of Shares”). The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in Transferable Securities of any kind and other assets permitted by the Law of 2010 and Luxembourg applicable regulations pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by the Law of 2010 and Luxembourg applicable regulations and as determined by the Board of Directors.

The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund or Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case at the expiry of the initial period of time, the Board of Directors may extend the duration of the relevant Sub-Fund or Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 8.

At each prorogation of a Sub-Fund or Class(es) of Shares, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of Shares of the Company. The sales documents of the Company (the “Sales Documents”) shall indicate the duration of each Sub-Fund and if appropriate, its prorogation.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide that all or part of the assets of two or more Sub-Fund be co-managed, as described in the Sales Documents.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons or by other duly authorized agent designated by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors ("Directors"). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual.

(2) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional Shares so held by the same Shareholder represents one or more entire Share(s), such Shareholder has the correspondent voting right.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Sales Documents.

The Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of initial subscription, the minimum amount of any additional investments and the minimum amount of any holding of Shares.

After the initial offer of Shares for subscription, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 11 hereof as of such day ("Valuation Day", as further described in Article 12 hereinafter) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the Sales Documents and determined by the Board of Directors and which shall not exceed ten (10) business days as defined in the Sales Documents ("Business Day") after the relevant Valuation Day.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may redeem the Shares issued, whilst retaining the right to claim the issue fees and commission and any difference. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement, as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion. In computing such losses, costs

or expenses account shall be taken where appropriate of any movement in the price of the Shares between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by applicable Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent authorised auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities delivered by way of contribution in kind comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Sales Documents and within the limits provided by the Law of 2010 and these Articles.

The redemption price per Share shall be paid within a maximum period of time as provided by the Sales Documents and as determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, but which shall not, in any event, exceed ten (10) business days from the relevant Valuation Day, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 11 hereof.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such expenses and commissions (if any) at the rate provided by the Sales Documents, in compliance with the Law of 2010 and any applicable regulation. The relevant redemption price may be rounded up or down as further detailed in the Sales Documents (the "Pricing Currency") as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Sales Documents in relation to the number of Shares in issue of a Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a Class is investing or in the best interest of a Sub-Fund or of a Class and its Shareholders, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a pro-rata basis among involved Shareholders.

If on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof amount to the total number of Shares in issue in any or all Class of Shares or Sub-Funds, the calculation of the Net Asset Value per Share of the relevant Class(es) of Shares may be deferred to take into consideration the fees incurred in closing of said Class(es) and or Sub-Fund.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class(es) equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of the same or another Class, within the same or another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of Shares from one Class or Sub-Fund into another Class or Sub-Fund shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such minimum holding as determined by the Board of Directors, then the Board of Directors may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof

the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such person, firm or corporate body to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by certification, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such Shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid the manner in which the Purchase Price as defined hereinafter will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same by registered mail addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such Purchase Notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of Shareholders.

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such Purchase Notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall be deposit with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Shares by the Company.

Prohibited Person does include without limitation "U.S. person" which means any person which would fall within the scope of FATCA, including a person as defined in Regulation S of the United States Securities Act of 1933 and thus shall include but not limited to, (i) any natural person resident in the United States; (ii) any partnership or corporation organised or incorporated under the laws of the United States; (iii) any estate of which any executor or administrator is a U.S. Person; (iv) any trust of which any trustee is a U.S. Person; (v) any agency or branch of a foreign entity located in the United States; (vi) any non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer, or other fiduciary for the benefit or account of a U.S. Person; (vii) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States; and (viii) any partnership or corporation if: (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) formed by a U.S. Person principally for the purpose of investing in securities not registered under the Securities

Act, unless it is organised or incorporated, and owned, by accredited investors (as defined in Rule 501(a) under the Securities Act) who are not natural persons, estates or trusts; but shall not include (i) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non U.S. Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States or (ii) any estate of which any professional fiduciary acting as executor or administrator is a U.S. Person if an executor or administrator of the estate who is not a U.S. Person has sole or shared investment discretion with respect to the assets of the estate and the estate is governed by foreign law.

U.S. person as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares within each Sub-Fund shall be expressed in the Pricing Currency (as defined in the Sales Document) of the relevant Class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Day by the total number of Shares in the relevant Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest thousandth of the relevant Pricing Currency as the Board of Directors shall determine.

If after the time of determination of the Net Asset Value per Share, but before its publication, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted on, the Company may cancel the first valuation and carry out a second valuation, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second Net Asset Value calculation.

The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all debt securities, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the assets of each Sub-Fund shall be determined as follows:

(1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of Transferable Securities, Money Market Instruments and any financial assets listed or dealt in on a stock exchange of an other State or on a regulated market, or on any other regulated market of a Member State or of an other State, shall be based on the last available closing or settlement price in the relevant market prior to the time of valuation, or any other price deemed appropriate by the Board of Directors;

(3) the value of any assets held in a Sub-Fund's portfolio which are not listed or dealt on a stock exchange of an other State or on a regulated market or on any other regulated market of a Member State or of an other State or if, with respect to assets quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any such regulated markets, the last available closing or settlement price is not representative of their value, such assets are stated at fair market value or otherwise at the fair value at which it is expected they may be resold, as determined in good faith by or under the direction of the Board of Directors;

(4) the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on a stock exchange of an other State or on regulated markets, or on other regulated markets or dealt on any regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the Board of Directors, on a basis

consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forwards or options contracts traded on a stock exchange of an other State or on regulated markets, or on other regulated markets or dealt on any regulated market shall be based upon the last available settlement or closing prices as applicable to these contracts on a stock exchange or on regulated markets, or on other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Sicav; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable;

(5) Money Market Instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Sub-Fund's investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accretion of discount rather than at market value;

(6) units or shares of an open-ended UCI will be valued at their last determined and available official net asset value, as reported or provided by such UCI or its agents, or at their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the investment manager, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the Board of Directors, as to the reliability of such unofficial net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of the target UCI may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the Administrators of the target UCI. The net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (ii) and (iii) above;

(7) interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Total return swaps will be valued at fair value under procedures approved by the Board of Directors of the Sicav. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Sicav and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments are made to reflect any differences between the total return swaps being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty.

If no such market input data are available, total return swaps will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the Board of Directors which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the Board of Directors may deem fair and reasonable be made. The Sicav's auditor will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps. In any way the Sicav will always value total return swaps on an armlength basis.

All other swaps will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors of the Sicav;

(8) assets or liabilities denominated in a currency other than that in which the relevant Net Asset Value will be expressed, will be converted at the relevant foreign currency spot rate on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. In that context account shall be taken of hedging instruments used to cover foreign exchange risks;

(9) all other securities, instruments and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g. Bloomberg, Reuters) or, if so instructed by the Fund, (ii) by fund administrators, (iii) by prime brokers and brokers, or (iv) by other intermediaries. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the Board of Directors.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The Board of Directors shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The Board of Directors may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described in Article 12 below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of a Sub-Fund will be converted into the base currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses, including but not limited to administrative expenses, investment advisor fees, management fees, including incentive fees, fees of the depositary bank as defined in article 30 (the "Depositary Bank"), and administrative agents' fees;
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature including set-up expenses of the Company or any of its Sub-Funds reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment manager and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Depositary Bank and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

a) If two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions ("Distribution Shares") or not entitling to distributions ("Capitalization Shares") and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) different minimum investment requirements, and/or (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the base currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one Class.

The Board of Directors may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the Sales Documents in accordance with the procedures determined by the Board of Directors from time to time.

b) The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that Class of Shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Class or Classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article.

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund.

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to the Net Asset Values of

the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

f) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the base currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

V. Dilution

Dilution fees may be used in order to adjust the net asset value, as more fully described in the sales documents of the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the subscription, redemption and conversion price of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being the Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

(1) During any period when any of the principal stock exchanges, regulated market or other regulated markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a Sub-Fund from time to time is quoted or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(2) Political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, liability and influence of the Company makes the disposal of the assets of any Sub-Fund impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the Shareholders;

(3) During any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current price or value on any stock exchange or market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

(4) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(5) During any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(6) During any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders

of the Company or a Sub-Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;

(7) Following the suspension of the calculation of the net asset value, issue, redemptions or conversions of shares or units of the master fund in which the Company invests as its feeder fund;

(8) Following a decision of merging, liquidate or dissolve the Company or any of its Sub-Funds or upon the order of the regulatory authority;

When exceptional circumstances might adversely affect Shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the Board of Directors reserves the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single Net Asset Value per Share in order to ensure that all Shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Any such suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be notified to the subscribers and Shareholders requesting redemption, subscription or conversion of their Shares on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends or as soon as practicable thereafter.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. However, if it is noted at a Shareholders' meeting that all the Shares issued by the Company are held by one single Shareholder, the Company may be managed by one single Director until the first annual Shareholders' meeting following the moment where the Company has noted that its Shares are held by more than one Shareholder. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period of three years or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The Shareholders shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event in which an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers deemed necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any

other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment which enables his/her identification whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the number of the majority of the Directors, or any other number of Directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented and voting at such meeting.

In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which such company will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board of Directors, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notary or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

In compliance with the requirements set forth by the Law of 2010 and detailed in the Sales Documents, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counter-party, each Sub-Fund may invest in:

- (i) Transferable Securities or Money Market Instruments;
- (ii) shares or units of UCIs, including shares of a master fund and Shares of other Sub-Funds to the extent permitted and at the conditions stipulated by the Law of 2010;
- (iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (iv) financial derivative instruments.

Any Sub-Fund which acts as a feeder fund of a master fund shall invest at least eighty five (85) percent of its assets in shares/units of another UCITS or of a Sub-Fund of such UCITS, which shall neither itself be a feeder fund nor hold units/

shares of a feeder fund. The feeder Sub-Fund may not invest more than fifteen (15) percent of its assets in one or more of the following:

- ancillary liquid assets in accordance with Article 41 (2) of the Law of 2010;
- financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 41 (1) g) and Article 42 (2) and (3) of the Law of 2010;
- movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Company's business.

Any Sub-Fund which invests in securities issued by one or several other Sub-Funds (the "Target Sub-Fund(s)") shall comply with the following conditions:

- the Target Sub-Fund does not invest in the investing Sub-Fund;
- not more than ten (10) percent of the assets of the Target Sub-Fund may be invested in other Sub-Funds;
- the voting rights linked to the transferable securities of the Target Sub-Fund are suspended during the period of investment;
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the Net Asset Value for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 2010; and
- there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the Target Sub-Fund and those of the Target Sub-Fund.

Finally, where the Board of Directors has decided that a Sub-Fund should be eligible for UCITS investors, the investment of such Sub-Fund in shares or units of other UCIs as referred under (ii) above shall be limited to ten (10) per cent of the assets of the relevant Sub-Fund(s). The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market of a State of Europe, being or not a member of the European Union ("EU"), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Sales Documentation.

The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market, stock exchange or other regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorized to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or instruments normally dealt in on a money market which are liquid and have a value which can be accurately determined at any time ("Money Market Instruments") issued or guaranteed by an European Union ("EU") member States, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more member States of the EU are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Sales Documents, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Sales Documents. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company is authorized to employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments.

The investment policy of a Sub-Fund may replicate the composition of an index of stocks or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority, respectively a Sub-Fund(s) or class(es) of share may be a so-called "exchange traded fund" (ETF), as further described in the sales document of the Company. Where the Company creates any new Sub-Fund or class of share that qualifies as a ETF within the meaning of the Luxembourg regulation, it will include in the name of the relevant Sub-Fund or share class the "UCITS ETF" identifier.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, except for day-to-day transactions concluded in normal terms such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the management company, the Depository Bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

The Board of Directors is responsible for the implementation of the conflict of interest policy of the Company.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the Share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or any other place specified in the notice of meeting, on the third Wednesday in April at noon Luxembourg time.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraphs, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy or by cable, telegram or facsimile transmissions to another person, who need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the validly cast votes.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

The provisions of Article 22 shall apply to such general meetings as the case may be.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission to another person who needs not be a Shareholder and may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the validly cast votes.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Dissolution and termination of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount is determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund or such Class to be operated in an economically efficient manner or for any reason determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents, the Board of Directors may decide to redeem compulsorily all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the relevant Valuation Day.

The decision of the Board of Directors will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption and will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption. Except where to do so would not be in the interests of the Shareholders, or could jeopardise equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or class concerned may request redemption or exchange of their shares free of charge (other than those retained by the Company to meet realization expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes at their Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect in the conditions set out in the sales documents.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled.

The dissolution of the last Sub-Fund will result in the liquidation of the Company.

Art. 25. Merger and Contribution. The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the assets of the Company or a Sub-Fund, of (i) another existing Sub-Fund within the Company or another existing sub-fund within another Luxembourg or foreign UCITS, or of (ii) another Luxembourg or foreign UCITS. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 2010, in particular concerning the terms of the merger to be established by the Board of Directors and the information to be provided to the shareholders.

The Board of Directors is competent to decide on the effective date of the merger. However, in accordance with the Law, where the Company is the absorbed entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the effective date of the merger. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

Where the Company or a Sub-Fund is involved in a merger, whether as absorbing or absorbed party, shareholders will be entitled to request, without any charge other than those charged by the Company or the Fund to meet divestment costs, the redemption of their shares in the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions of the Law of 2010.

The Board of Directors may also decide to absorb (i) any sub-fund within another Luxembourg or a foreign UCI, irrespective of their form, or (ii) any Luxembourg or foreign UCI constituted under a non-corporate form. Without prejudice to the more stringent and/or specific provisions contained in any applicable law or regulation, the decision of the Board Directors will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the relevant Shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request during such period the repurchase or redemption of their units or, where possible, the conversion thereof into Shares in another Sub-Fund with similar investment, without any charge other than those retained by the Sub-Fund with similar investment, without any

charge other than those retained by the Sub-Fund to meet disinvestment costs. At the expiry of this period, the decision to absorb shall bind all the Shareholders who have not exercised such right. The exchange ratio between the relevant Shares of the Company and those of the absorbed UCI or of the relevant sub-fund thereof will be calculated on the effective date of the absorption on the basis of the relevant net asset value per Share on such date.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding section, such a merger may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolutions taken by simple majority of the votes validly cast. The general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned will decide on the effective date of such a merger it has initiated within the Company, by resolution taken with no quorum requirement and adopted at a simple majority of the votes validly cast.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time. In so far as is permitted by Company law, distributions may be made from capital and not income. A profit is not required to declare a dividend.

For each Sub-Fund or Class of Shares, the Board of Directors may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented and validly cast at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Depositary Bank. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a banking or credit institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended.

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the Depositary Bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. The Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 10 August 1915. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the Shares issued must be present or represented at the general meeting and a super-majority of two thirds of the Shareholders present or represented and validly voting is required to adopt a resolution. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must

be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 2010 as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin the day when the Company will be incorporated and will end on 31 December 2014.

2) The first annual general meeting of Shareholders will take place on 15 April 2015.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Abu Dhabi Commercial Bank, prequalified, subscribes for thirty-one (31) Shares, resulting in a total payment of equivalent in USD of thirty one thousand euros (EUR 31,000).

Evidence of the above payment, totalling the USD equivalent of thirty one thousand euros (EUR 31,000) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, he will elect the Class or Classes of Shares to which the Shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 3,000.-.

General Meeting of Shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering herself as validly convened, has immediately proceeded to resolve as follows:

I. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

- Simon Copleston: General Counsel, Abu Dhabi Commercial Bank, Sheikh Rashid Bin Saeed Al Maktoum Street, Abu Dhabi, UAE

- Mark Friedenthal, CFA: Head of Capital Market Solutions, Abu Dhabi Commercial Bank, Sheikh Rashid Bin Saeed Al Maktoum Street, Abu Dhabi, UAE

- Deepak Khullar: Chief Financial Officer, Abu Dhabi Commercial Bank, Sheikh Rashid Bin Saeed Al Maktoum Street, Abu Dhabi, UAE

- Arup Mukhopadhyay: Head of Consumer Banking, Abu Dhabi Commercial Bank, Sheikh Rashid Bin Saeed Al Maktoum Street, Abu Dhabi, UAE

II. The following is elected as auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

III. The address of the Company is set at: 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

Whereof, this notary deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: G. LÉONARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17568. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014056969/884.

(140066090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

KR Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 128.835.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am siebten April.

Vor Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung von Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „KR FONDS“, mit Sitz in Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 128835 zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 11. Juni 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1361 vom 5. Juli 2007. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde des Notars Henri Hellinckx, vom 12. Mai 2010, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 1273 vom 18. Juni 2010.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Peter Sasse, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Protokollführer und die Versammlung bestimmt zum Stimmenzähler Herrn Christian Wolff, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- im Mémorial C, vom 5. März 2014 und vom 21. März 2014
- in der Tageszeitung "Tageblatt" am 5. März 2014 und am 21. März 2014,
- in der Tageszeitung „Luxemburger Wort“ am 5. März 2014 und am 21. März 2014,
- in der Börsenzeitung am 5. März 2014 und am 21. März 2014,
- Im Bundesanzeiger am 5. März 2014 und am 21. März 2014,

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zu 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher.

2. Neufassung der Satzung gemäss den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

3. Verschiedenes.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 479.424,199 sich im Umlauf befindenden Aktien, 1 (EINE) Aktie anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 4. März einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Munsbach nach L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung der Gesellschaft wie folgt neuzufassen gemäss den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010:

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablen Kapital („Société d'investissement à capital variable“ - „SICAV“) mit mehreren Teilfonds unter dem Namen KR FONDS („Investmentgesellschaft“). Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 4. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“). Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, die Investmentgesellschaft mit einem anderen OGAW zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Unbeschadet des Vorstehenden muss im Falle einer Verschmelzung der Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW (wobei demnach im Anschluss an die Verschmelzung die Investmentgesellschaft nicht mehr existiert) das Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen OGAWs mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger oder ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“), der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Art. 6. Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird beschlossen, wenn sie von 25% der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gebilligt worden ist. Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgekehrt werden können, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Teilfonds und Zielteilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 7. Teilfonds und Zielteilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

3. Jeder Teilfonds kann Aktien eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Investmentgesellschaft („Zielteilfonds“) unter der Bedingung zeichnen, erwerben und/oder halten, dass:

- die Zielteilfonds ihrerseits nicht in den betroffenen Teilfonds anlegen; und
- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Vermögens in Anteilen anderer OGA anlegen; und der Anteil der Vermögenswerte, den die Zielteilfonds ihrerseits in Aktien oder Anteilen anderer OGA anlegen können, insgesamt nicht 10% übersteigt; und
- die Stimmrechte, die gegebenenfalls mit den jeweiligen Aktien zusammenhängen, so lange ausgesetzt werden, wie die Zielteilfondsanteile gehalten werden, unbeschadet einer ordnungsgemäßen Abwicklung der Buchführung und den regelmäßigen Berichten; und
- der Wert dieser Aktien nicht in die Berechnung des Nettovermögens der Investmentgesellschaft insgesamt einbezogen wird, solange diese Aktien von dem Teilfonds gehalten werden, sofern die Überprüfung des durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen Mindestnettovermögens der Investmentgesellschaft betroffen ist; und
- keine doppelte Erhebung von Verwaltungs-/Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds und auf Ebene des Zielteilfonds stattfindet.

Insofern unterliegt die Investmentgesellschaft nicht den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Zeichnung, den Erwerb und/oder das Halten eigener Aktien durch eine Gesellschaft.

Art. 8. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Dauer errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem Verkaufsprospekt.

Art. 9. Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds.

1. Die Auflösung und Liquidation eines Teilfonds erfolgt automatisch nach Ablauf seiner Laufzeit, sofern einschlägig.

2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann darüber hinaus durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Jeder Teilfonds kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation der Investmentgesellschaft. In diesem Fall ist die Ausgabe von Aktien ab Beschluss der Liquidation untersagt, es sei denn, diese Ausgabe wäre zum Zwecke der Liquidation erforderlich.

3. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die CSSF.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

4. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 10. Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, zwei oder mehrere Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder einen Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds eines anderen OGAWs zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft bzw. des oder der Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds mit ähnlicher Anlagepolitik zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW bzw. Teilfonds desselben ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds dieses Luxemburger oder ausländischen OGA, der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft bzw. dem betroffenen Teilfonds oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") bzw. einem Teilfonds eines anderen OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 11. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds („Nettovermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei Gründung einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000) dem dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Mio. Euro (einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die CSSF erreicht werden. Hierfür ist auf das Nettovermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

Art. 12. Aktien.

1. Aktien der Investmentgesellschaft sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber. Sie werden mittels Eintragung in ein Aktienregister der Investmentgesellschaft in der Form von Aktienbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Aktien können auch in Globalzertifikaten verbrieft werden; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Alle Aktien sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugsoder Vorkaufsrecht.

Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben.

2. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann

der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

3. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

4. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

5. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Verkaufsprospekt Erwähnung.

6. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auf Initiative des Aktionärs sowie im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren auszugeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere im Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds zulässig sind. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Nettovermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt festgesetzten Rhythmus („Bewertungstag“) berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) am Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Vermögens der Investmentgesellschaft gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kredit- oder Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Investmentgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

d) Anteile an OGAWs, OGAs und sonstigen Investmentfonds bzw. Sondervermögen werden zum letzten festgestellten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlicht wurde. Sollte ein Anlagevehikel zusätzlich an einer Börse notiert sein, kann die Investmentgesellschaft auch den letzten verfügbaren bezahlten Börsenkurs des Hauptmarktes heranziehen.

e) Exchange Traded Funds (ETFs) werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des Hauptmarktes bewertet. Die Investmentgesellschaft kann auch den letzten verfügbaren von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlichten Kurs, heranziehen.

h) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese Teilfondswährung umgerechnet.

Falls für die vorgenannten Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente keine Kurse festgelegt werden oder die Kurse nicht marktgerecht bzw. unsachgerecht sind, werden diese Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben festlegt.

6. Sofern für einen Teilfonds mehrere Aktienklassen ausgegeben werden, wird die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktienklasse wie folgt durchgeführt:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 bis 5 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Aktienwert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht-ausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Netto-Teilfondsvermögen erhöht.

7. Für einen Teilfonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn auf Ebene eines Master-OGAWs, ob auf eigene Initiative oder auf Nachfrage der zuständigen Aufsichtsbehörde, die Ausgabe und Rücknahme seiner Aktien ausgesetzt wurde, so kann auf Ebene des als Feeder aufgesetzten Teilfonds die Berechnung des Nettoinventarwertes während eines Zeitraumes der dem Zeitraum der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes auf Ebene des Master-OGAW entspricht, ausgesetzt werden.

d) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien zeitweilig eingestellt.

3. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

4. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 15. Ausgabe von Aktien.

1. Die Ausgabe von Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages („Ausgabepreis“), gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Investmentgesellschaft ist ermächtigt, laufend neue Aktien auszugeben. Sie kann die Zeichnung von Aktien Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Entsprechende Regelungen finden sich im Verkaufsprospekt. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

Die Investmentgesellschaft kann für einzelne Teilfonds den regelmäßigen Kauf von Aktien im Rahmen von Sparplänen zum systematischen Vermögensaufbau anbieten. Im Falle von Sparplänen wird maximal bis zu ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet.

3. Die Investmentgesellschaft kann auf Initiative des Aktionärs abweichend des vorstehenden Abschnitts, im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere in den Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds passen. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

4. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen.

Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Ausgaben von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

Art. 16. Einschränkung des Aktienbesitzes. Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Aktien einschränken, sodass keine Aktien von Personen erworben oder gehalten werden,

1. welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzen oder gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Aktienbesitz ausgeschlossen sind;

2. deren Aktienbesitz nach Auffassung und/oder Wissen des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Investmentgesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleiden könnte.

Art. 17. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre eines Teilfonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen. Ein entsprechender Rücknahmeantrag kann, unter Beachtung weiterer im Verkaufsprospekt festgelegter Bedingungen über eine der Vertriebsstellen, der Register- und Transferstelle, die Investmentgesellschaft oder die Verwaltungsgesellschaft eingereicht werden. Die Rücknahme der Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfondswährung gegen Rückgabe der Aktien.

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, umfangreiche Rücknahmen von mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des betroffenen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Aktien zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

3. Der Umtausch von Aktien erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der betreffenden Aktienklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen. Dabei kann eine Umtauschprovision erhoben werden; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Ausgabebeträgen auf die Nettoinventarwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Rücknahmen und Umtausche von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

V. Generalversammlung

Art. 18. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 19. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz am dritten Mittwoch im Dezember eines jeden Jahres um 09:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann an einem anderen Ort als dem Gesellschaftssitz und auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

4. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 20. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 21. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt einen Stimmzähler, der ebenso nicht notwendigerweise Aktionär sein muss.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 22. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Die Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied wählen, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht

unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

2. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

3. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 23. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus über die Ausschüttung von Interim dividenden entscheiden.

Art. 24. Festlegung der Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung, unter Beachtung gesetzlicher Anlagebeschränkungen, insbesondere gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, sowie unter Beachtung von Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen, zu bestimmen. Darüber hinaus wird der Verwaltungsrat gesetzliche Beschränkungen und Anforderungen von den Aufsichtsbehörden jener Länder beachten, in denen Aktien der Investmentgesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung. Die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird im Verkaufsprospekt beschrieben.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Art. 26. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise, übertragen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Aufgaben des Portfoliomanagements auf einen Dritten auslagern, wobei dieser für die Zwecke der Vermögensverwaltung zugelassen und einer behördlichen Aufsicht unterliegen muss.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Investmentmanager hinzuziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Investmentmanager mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 27. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der

Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen, die im Sinne von Artikel 29 dieser Satzung ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief, Telefax oder mit Hilfe eines elektronischen Mediums eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren.

Art. 28. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 29. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 30. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 31. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und einer Verwaltungsgesellschaft, dem Investmentmanager, einem Anlageberater, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder

unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 32. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 33. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/sind und von der Generalversammlung ernannt wird/werden.

Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Der/die Wirtschaftsprüfer kann/können wiedergewählt werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 34. Verwendung der Erträge. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Die jeweilige Ertragsverwendung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird im Verkaufsprospekt aufgeführt. Zur Ausschüttung können neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 dieser Satzung sinkt.

Sofern im Verkaufsprospekt eine Ausschüttung der Erträge vorgesehen ist, kann abweichend hiervon auf gesonderten Beschluss der Investmentgesellschaft auch eine Thesaurierung der Erträge vorgenommen werden.

Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Auszahlungen von Ausschüttungen erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises.

Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Sofern im jeweiligen Anhang eine Thesaurierung der Erträge vorgesehen ist, können auf gesonderten Beschluss der Verwaltungsgesellschaft neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teil-ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 Absatz 2 fällt.

Art. 35. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 36. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. September und endet am 31. August eines jeden Jahres.

Art. 37. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 38. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

Art. 39. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. SASSE, C. WOLFF und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 avril 2014. Relation: LAC/2014/16823. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. April 2014.

Référence de publication: 2014054696/628.

(140062730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

Vitreo, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014032073/9.

(140035808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Deka-EuroGarant 10, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuroGarant 10 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051145/11.

(140058599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Deka-EuroGarant 4, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Deka-EuroGarant 4 modifié au 01.05.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014051151/11.

(140058609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

WestGlobal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.504.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 24. April 2014.

Référence de publication: 2014059609/10.

(140068013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

VCM Golding Investments II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 110.492.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der jährlichen Generalversammlung vom 9. April 2014:

Bestätigung folgender Verwaltungsratsmitglieder, deren Mandate mit Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015 enden:

- Markus Gierke, Vorsitzender des Verwaltungsrates, beruflich ansässig in 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxemburg

- Ekkehart Kessel, Verwaltungsratsmitglied

- Silvan Trachsler, Verwaltungsratsmitglied

PricewaterhouseCoopers Société coopérative mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg wurde als Rechnungsprüfer der Gesellschaft bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015 bestellt.

Munsbach, den 25. April 2014

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Référence de publication: 2014058869/18.

(140068005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

VCM Golding Mezzanine SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 102.202.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der jährlichen Generalversammlung vom 23. April 2014:

Bestätigung folgender Verwaltungsratsmitglieder, deren Mandate mit Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2017 enden:

- Markus Gierke, Vorsitzender des Verwaltungsrates, beruflich ansässig in 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxemburg

- Ekkehart Kessel, Verwaltungsratsmitglied

- Silvan Trachsler, Verwaltungsratsmitglied

PricewaterhouseCoopers Société coopérative mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg wurde als Abschlussprüfer der Gesellschaft bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015 bestellt.

Munsbach, den 23. April 2014.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Référence de publication: 2014059600/18.

(140068009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Generali Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 165.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014057787/9.

(140067055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Aduno Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014058236/9.

(140067084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.